



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.6/42/L.1
18 septembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
SIXIEME COMMISSION

ORGANISATION DES TRAVAUX

Note du Secrétariat

1. Pour aider la Sixième Commission à organiser ses travaux, le Secrétariat juge utile, compte tenu des résolutions 1898 (XVIII) et 32/71 de l'Assemblée générale, en date respectivement des 11 novembre 1963 et 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du règlement intérieur de l'Assemblée, d'appeler l'attention de la Commission sur ce qui suit.

I. QUESTIONS RENVOYÉES A LA SIXIEME COMMISSION

2. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1987, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 14 points de l'ordre du jour à la Sixième Commission. Le libellé et le numéro de ces points sont indiqués dans la lettre, datée du 18 septembre 1987, que le Président de l'Assemblée générale a adressée au Président de la Sixième Commission (A/C.6/42/1).

II. DOCUMENTATION RELATIVE AUX QUESTIONS RENVOYÉES
A LA SIXIEME COMMISSION

3. Dans le tableau ci-après sont énumérés les documents de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions renvoyées à la Sixième Commission* : rapports de commissions ou comités et rapports qui doivent être présentés par le Secrétaire général en application de résolutions ou décisions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée générale, et documents distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission sur la demande d'Etats Membres. Les questions sont classées dans l'ordre où elles figurent dans la lettre que le Président de l'Assemblée générale a adressée au Président de la Sixième Commission le 18 septembre 1987 (A/C.6/42/1).

* Le numéro figurant entre crochets à la suite de chaque question renvoie au point correspondant de l'ordre du jour de la quarante-deuxième session.

Question

Date de publication
prévue

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux [126] :

- a) Rapport du Secrétaire général;
- b) Convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale chargée de définir le terrorisme et de le différencier de la lutte que des peuples mènent pour leur libération nationale.

Rapport du Secrétaire général (A/42/519)

29 septembre 1987

Lettre datée du 17 décembre 1986, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/58)

Déjà parue

Lettre datée du 6 janvier 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/72)

Déjà parue

Lettre datée du 3 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/178-S/18753)

Déjà parue

Lettre datée du 31 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/201 et Corr.1)

Déjà parue

Lettres datées des 4 mai et 9 et 13 juillet 1987, adressées au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Suriname auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/270, A/42/393 et A/42/398)

Déjà parues

Date de publication
prévue

Question

| | |
|---|---------------|
| Lettre datée du 21 mai 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/307) | Déjà parue |
| Lettre datée du 10 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/336-S/18913) | Déjà parue |
| Lettre datée du 23 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/416) | Déjà parue |
| Lettre datée du 20 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Samoa auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/417) | Déjà parue |
| Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [127] | |
| Rapport du Secrétaire général (A/42/...) | Novembre 1987 |
| Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international [128] | |
| Rapport du Secrétaire général (A/42/483) | Déjà paru |
| Lettre datée du 12 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République démocratique allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/354-E/1987/110) | Déjà parue |
| Règlement pacifique des différends entre Etats [129] | |
| Lettres datées des 23 décembre 1986, 5, 8, 13, 16 et 23 janvier, 10 et 25 février, 2, 5, 9, 11, 26 et 30 mars, 8, 13 et 28 avril, 4, 12, et 21 mai, 2, 8 et 26 juin, 16 et 27 juillet, | |

Date de publication
prévue

Question

17 et 21 août et 10 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/64-S/18543, A/42/68-S/18558, A/42/74-S/18564, A/42/84-S/18596, A/42/90-S/18611, A/42/96-S/18627, A/42/124-S/18684, A/42/154-S/18722, A/42/161-S/18734, A/42/162-S/18735, A/42/164-S/18737, A/42/165-S/18739, A/42/172-S/18747, A/42/175-S/18750, A/42/188-S/18764, A/42/190-S/18770, A/42/215-S/18789, A/42/221-S/18801, A/42/258-S/18830, A/42/274-S/18846, A/42/291-S/18861, A/42/303-S/18876, A/42/316-S/18891, A/42/330-S/18904, A/42/368-S/18950, A/42/406-S/18985, A/42/423-S/19000, A/42/486-S/19506, A/42/503-S/19069 et A/42/558-S/19127)

Déjà parues

Lettres datées des 31 décembre 1986, 6, 13 et 19 janvier, 2, 9 et 12 février, 4, 5, 26, 27 et 30 mars, 1er et 23 avril, 1er mai, 15 juin, 30 juillet, 26 et 27 août 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/66-S/18552, A/42/74-S/18564, A/42/86-S/18604, A/42/91-S/18612, A/42/117-S/18655, A/42/128-S/18692, A/42/168-S/18742, A/42/169-S/18743, A/42/170-S/18745, A/42/187-S/18763, A/42/203-S/18775, A/42/205-S/18778, A/42/206-S/18780, A/42/240-S/18823, A/42/271-S/18845, A/42/347-S/18923, A/42/428-S/19007, A/42/510-S/19074 et A/42/513-S/19077)

Déjà parues

Lettres datées des 5 et 29 janvier, 7 avril, 5 juin, 13 et 17 août 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/66-S/18552, A/42/113-S/18646, A/42/213-S/18786, A/42/327-S/18902, A/42/477-S/19048 et A/42/478-S/19051 et Corr.1)

Déjà parues

Lettres datées des 14 et 16 janvier, 31 juillet, 21 et 31 août et 2 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/85-S/18599, A/42/88-S/18608, A/42/432-S/19010, et Corr.1 et 2, A/42/500-S/19067, A/42/524-S/19088 et A/42/531-S/19100)

Déjà parues

| <u>Question</u> | <u>Date de publication prévue</u> |
|--|---------------------------------------|
| Note verbale datée du 16 janvier 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/92-S/18619) | Déjà parue |
| Lettre datée du 4 février 1987 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/120) | Déjà parue |
| Lettres datées des 2 et 23 février, 14, 20 et 29 avril, 7 mai, 5, 25 et 29 juin, 17 août et 3 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Kampuchea démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/114-S/18647, A/42/140-S/18716 et Corr.1, A/42/222-S/18802, A/42/233-S/18817, A/42/260-S/18832, A/42/280-S/18853, A/42/323-S/18899, A/42/367-S/18948, A/42/368-S/18950, A/42/479-S/19055 et A/42/536-S/19104) | Déjà parues |
| Lettre datée du 20 avril 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/236-S/18818) | Déjà parue |
| Notes verbales datées des 1er et 16 juin et 26 juillet 1987, adressées au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/312-S/18887, A/42/351-S/18929, A/42/352-S/18930 et A/42/425-S/19003) | Déjà parues |
| Lettre datée du 17 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/348) | Déjà parue |
| Lettre datée du 18 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/357-S/18935) | Déjà parue |
| Lettre datée du 9 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/389-S/18972) | Déjà parue |

| <u>Question</u> | <u>Date de publication prévue</u> |
|---|---------------------------------------|
| Lettre datée du 31 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/440-S/19014) | Déjà parue |
| Lettre datée du 14 septembre 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/562) | Déjà parue |
| Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité [130] | |
| Rapport du Secrétaire général (A/42/454) | Déjà paru |
| Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales [131] | |
| Rapport du Comité spécial, <u>Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 41</u> (A/42/41) | Déjà paru |
| Lettres datées des 23 février, 20 et 29 avril, 17 août et 3 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/140-S/18716, A/42/233-S/18817, A/42/260-S/18832, A/42/479-S/19055 et A/42/536-S/19104) | Déjà parues |
| Notes verbales datées des 1er et 16 juin et 28 juillet 1987, adressées au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/312-S/18887, A/42/351-S/18929, A/42/352-S/18930 et A/42/425-S/19003) | Déjà parues |
| Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingtième session [132] | |
| Rapport de la Commission, <u>Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 17</u> (A/42/17) | Déjà paru |
| Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires [133] | |
| Rapport du Secrétaire général (A/42/482) | Déjà paru |

Date de publication
prévue

Question

Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires [134]

Rapport du Comité spécial, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 43 (A/42/43)

Déjà paru

Lettres datées des 23 décembre 1986, 5, 8, 13, 16 et 23 janvier, 10 et 25 février, 2, 5, 9, 11, 26 et 30 mars, 8, 13 et 28 avril, 4, 12 et 21 mai, 2, 8 et 26 juin, 16 et 27 juillet, 17 et 21 août et 10 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/64-S/18543, A/42/68-S/18558, A/42/74-S/18564, A/42/84-S/18596, A/42/90-S/18611, A/42/96-S/18627, A/42/124-S/18684, A/42/154-S/18722, A/42/161-S/18734, A/42/162-S/18735, A/42/164-S/18737, A/42/165-S/18739, A/42/172-S/18747, A/42/175-S/18750, A/42/188-S/18764, A/42/190-S/18770, A/42/215-S/18789, A/42/221-S/18801, A/42/258-S/18830, A/42/274-S/18846, A/42/291-S/18861, A/42/303-S/18876, A/42/316-S/18891, A/42/330-S/18904, A/42/368-S/18950, A/42/406-S/18985, A/42/423-S/19000, A/42/486-S/19056, A/42/503-S/19069 et A/42/553-S/19127)

Déjà parues

Lettres datées des 31 décembre 1986, 6, 13 et 19 janvier, 2, 9 et 12 février, 4, 5, 26, 27 et 30 mars, 1er et 23 avril, 1er mai, 15 juin, 30 juillet, 26 et 27 août 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/66-S/18552, A/42/74-S/18564, A/42/86-S/18604, A/42/91-S/18612, A/42/117-S/18655, A/42/128-S/18692, A/42/168-S/18742, A/42/169-S/18743, A/42/170-S/18745, A/42/187-S/18763, A/42/203-S/18775, A/42/205-S/18778, A/42/206-S/18780, A/42/240-S/18823, A/42/271-S/18845, A/42/347-S/18923, A/42/428-S/19007, A/42/510-S/19074 et A/42/513-S/19077)

Déjà parues

Lettres datées des 4 mai, 9 et 13 juillet 1987, adressées au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Suriname auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/270, A/42/393 et A/42/398)

Déjà parues

| <u>Question</u> | <u>Date de publication prévue</u> |
|---|---------------------------------------|
| Notes verbales datées du 16 juin 1987, adressées au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/351-S/18929 et A/42/352-S/18930) | Déjà parues |
| Lettre datée du 9 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/398-S/18972) | Déjà parue |
| Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-neuvième session [135] | |
| Rapport de la Commission, <u>Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 10</u> (A/42/10) | 30 septembre 1987 |
| Note du Secrétaire général (A/42/429) | Déjà parue |
| Lettre datée du 13 mars 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/179) | Déjà parue |
| Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [136] | |
| Rapport du Comité, <u>Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 26</u> (A/42/26) | Octobre 1987 |
| Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [137] | |
| Rapport du Comité spécial, <u>Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 33</u> (A/42/33) | Déjà paru |
| Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats [138] | |
| Lettres datées des 23 décembre 1986, 5, 8, 13, 16 et 23 janvier, 10 et 25 février, 2, 5, 9, 11, 26 et 30 mars, 8, 13 et 28 avril, 4, 12 et 21 mai, 2, 8 et 26 juin, 16 et 27 juillet, 17 et 21 août et 10 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/64-S/18543, A/42/68-S/18558, | |

Date de publication
prévue

Question

A/42/74-S/18564, A/42/84-S/18596, A/42/90-S/18611,
A/42/96-S/18627, A/42/124-S/18684, A/42/154-S/18722,
A/42/161-S/18734, A/42/162-S/18735, A/42/164-S/18737,
A/42/165-S/18739, A/42/172-S/18747, A/42/175-S/18750,
A/42/188-S/18764, A/42/190-S/18770, A/42/215-S/18789,
A/42/221-S/18801, A/42/258-S/18830, A/42/274-S/18846,
A/42/291-S/18861, A/42/303-S/18876, A/42/316-S/18891,
A/42/330-S/18904, A/42/368-S/18950, A/42/406-S/18985,
A/42/423-S/19000, A/42/486-S/19056, A/42/503-S/19069
et A/42/558-S/19127)

Déjà parues

Lettres datées des 31 décembre 1986, 6, 13 et
19 janvier, 2, 9 et 12 février, 4, 5, 26, 27 et
30 mars, 1er et 23 avril, 1er mai, 15 juin,
30 juillet, 26 et 27 août 1987, adressées au
Secrétaire général par le Représentant permanent ou
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies (A/42/66-S/18552, A/42/74-S/18564,
A/42/86-S/18604, A/42/91-S/18612, A/42/117-S/18655,
A/42/128-S/18692, A/42/168-S/18742, A/42/169-S/18743,
A/42/170-S/18745, A/42/187-S/18763, A/42/203-S/18775,
A/42/205-S/18778, A/42/206-S/18780, A/42/240-S/18823,
A/42/271-S/18845, A/42/347-S/18923, A/42/428-S/19007,
A/42/510-S/19074 et A/42/513-S/19077)

Déjà parues

Lettres datées des 5 et 29 janvier, 7 avril, 5 juin,
13 et 17 août 1987, adressées au Secrétaire général
par le Représentant permanent ou le Chargé
d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Thaïlande auprès de l'Organisation des
Nations Unies (A/42/66-S/18552, A/42/113-S/18646,
A/42/213-S/18786, A/42/327-S/18902, A/42/477-S/19048
et A/42/478-S/19051 et Corr.1)

Déjà parues

Lettres datées des 14 et 16 janvier, 31 juillet,
21 et 31 août et 2 septembre 1987, adressées au
Secrétaire général par le Chargé d'affaires par
intérim de la Mission permanente du Viet Nam auprès
de l'Organisation des Nations Unies (A/42/85-S/18599,
A/42/88-S/18608, A/42/432-S/19010 et Corr.1 et 2,
A/42/500-S/19067, A/42/524-S/19088 et A/42/531-S/19100)

Déjà parues

Lettre datée du 4 février 1987, adressée au
Secrétaire général par le Chargé d'affaires par
intérim de la Mission permanente du Panama auprès
de l'Organisation des Nations Unies (A/42/120)

Déjà parue

| <u>Question</u> | <u>Date de publication prévue</u> |
|--|---------------------------------------|
| Lettres datées des 2 et 23 février, 14, 20 et 29 avril, 7 mai, 5, 25 et 29 juin, 17 août et 3 septembre 1987, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Kampuchea démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/114-S/18647, A/42/140-S/18716 et Corr.1, A/42/222-S/18802, A/42/233-S/18817, A/42/260-S/18832, A/42/280-S/18853, A/42/323-S/18899, A/42/367-S/18948, A/42/368-S/18950, A/42/479-S/19055 et A/42/536-S/19104) | Déjà parues |
| Lettre datée du 20 avril 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/236-S/18818) | Déjà parue |
| Notes verbales datées des 1er et 16 juin et 28 juillet 1987, adressées au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/312-S/18887, A/42/351-S/18929, A/42/352-S/18930 et A/42/425-S/19003) | Déjà parues |
| Lettre datée du 17 juin 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/348) | Déjà parue |
| Lettre datée du 9 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/389-S/18972) | Déjà parue |
| Lettre datée du 24 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/420) | Déjà parue |
| Lettre datée du 31 juillet 1987, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/440-S/19104) | Déjà parue |
| Lettre datée du 7 août 1987, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Bolivie et du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/474) | Déjà parue |

Question

Date de publication
prévue

Lettre datée du 8 septembre 1987, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Bolivie et du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/42/549)

Déjà parue

Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement [139]

Il n'a été distribué aucun document de la quarante-deuxième session concernant ce point

III. DATE D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION, ORDRE ET DATES APPROXIMATIVES D'EXAMEN DES QUESTIONS

4. L'article 99 b) du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que :

"Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre des priorités qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles."

5. Il convient de mentionner qu'à sa 4e séance, tenue le 17 septembre 1987, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de ne pas fixer pour le moment de date pour la clôture de la quarante-deuxième session, et de faire tout son possible pour réduire la durée de la quarante-deuxième session.

6. S'agissant de l'adoption d'un programme de travail pour la quarante-deuxième session, l'Assemblée générale, lors de sa 3e séance plénière, tenue le 18 septembre 1987, a approuvé la recommandation du Bureau (A/42/250) tendant à appeler l'attention des présidents des grandes commissions sur le fait qu'il serait souhaitable, lors de l'adoption de leurs programmes de travail respectifs pour la session, de maintenir une souplesse suffisante pour faire en sorte que, si l'Assemblée en décidait ainsi, la session puisse être raccourcie sans soulever de difficultés. Compte tenu de la pratique suivie par la Commission pour l'ordre d'examen des questions au cours des récentes sessions de l'Assemblée générale et sans préjudice, bien évidemment, des ajustements qu'il pourrait être nécessaire d'apporter en conséquence d'une décision de l'Assemblée générale quant à la date de clôture de la quarante-deuxième session, la Sixième Commission envisagera peut-être de commencer ses travaux sur la base du tableau provisoire ci-après, qui indique un ordre possible pour l'examen des questions renvoyées à la Commission. Il indique également, sur la base des programmes de travail adoptés antérieurement par la Commission, les dates approximatives pour l'examen de ces questions. Conformément à la pratique suivie lors des dernières sessions de l'Assemblée générale, il n'a pas été réservé de nombre précis de séances à l'examen de chaque question.

| <u>Question</u> | <u>Dates approximatives d'examen</u> |
|--|--|
| Election du Vice-Président et du Rapporteur et organisation des travaux | 21 septembre |
| Rapport de la Commission du droit commercial international sur les travaux de sa vingtième session [132] | 22-25 septembre |
| Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales [131] | 28 septembre- 2 octobre |
| Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires [133] | 5-7 octobre |
| Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires [134] | 8-12 octobre |
| Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [137] | 13-20 octobre |
| Règlement pacifique des différends entre Etats [129] | |
| Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux [126] : | 21-28 octobre |
| a) Rapport du Secrétaire général; | |
| b) Convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale chargée de définir le terrorisme et de le différencier de la lutte que des peuples mènent pour leur libération nationale. | |
| Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-neuvième session [135] | 29 octobre- 11 novembre |
| Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général [130] | |

Question

Dates approximatives
d'examen

Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général [128] 12-16 novembre

Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats [138] 17-18 novembre

Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement [139] 19 novembre

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général [127] 20 novembre

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [136] 23-24 novembre

Réserve 25-27 novembre

IV. CONSTITUTION DE SOUS-COMMISSIONS OU GROUPES DE TRAVAIL
ET TENUE DE CONSULTATIONS

7. Au paragraphe e) de sa résolution 1898 (XVIII), l'Assemblée générale recommande que chacune des grandes commissions envisage de constituer des sous-commissions ou des groupes de travail à composition restreinte, mais représentatives de l'ensemble de ses membres, en vue de faciliter ses travaux. A cet égard, pour l'organisation des travaux de la Sixième Commission, on pourra tenir compte des décisions suivantes, prises par l'Assemblée à sa quarante et unième session :

a) A propos du point 138 de l'ordre du jour, il convient de rappeler que l'Assemblée a décidé de continuer et d'achever la tâche d'identification et de clarification des éléments de bon voisinage dans le cadre d'une sous-commission de la Sixième Commission, lors de la quarante-deuxième session (décision 41/84 du 3 décembre 1986);

b) S'agissant du point 139, on notera que l'Assemblée a décidé qu'un groupe de travail de la Sixième Commission à composition non limitée serait créé à la quarante-deuxième session afin de procéder à un nouvel examen du projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement en vue d'achever les principes (décision 41/418 du 3 décembre 1986).

8. Si la Sixième Commission décide de constituer des sous-commissions ou des groupes de travail, ou bien de tenir des consultations sur un point de son ordre du jour, il faut savoir que ces sous-commissions ou groupes de travail ou les

participants aux consultations devront utiliser les services de conférence fournis à la Commission. D'une façon générale, il serait donc souhaitable que les réunions prévues pour les sous-commissions, les groupes de travail ou les consultations remplacent les séances plénières de la Commission au lieu de venir s'y ajouter.

V. DATE LIMITE POUR LA PRESENTATION DES PROJETS DE RESOLUTION
AYANT DES INCIDENCES FINANCIERES

9. L'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que : "Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation." Aux termes des paragraphes 12 et 13 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale, il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission, et qu'une date limite obligatoire - le 1er décembre au plus tard - soit fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières. Si l'Assemblée générale décide de réduire la durée de la quarante-deuxième session, la date limite obligatoire susmentionnée devrait être modifiée en conséquence.

VI. RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES SERVICES DE CONFERENCE

10. Les moyens disponibles pour les services de conférence devraient en principe permettre à la Commission de tenir en moyenne sept séances par semaine; normalement, les séances du matin auront lieu de 10 à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 à 18 heures. A sa 4e séance, tenue le 17 septembre 1987, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale, par mesure d'économie, que pendant la quarante-deuxième session, les séances du matin commencent à 10 heures précises pour toutes les séances plénières et séances des grandes commissions.
